

Le mouvement de libération des femmes, une aventure libertaire ?

Mai 68, événement fondateur.

Le renouveau du féminisme en France au début des années 70 est, très certainement, l'enfant direct de mai 68. « C'est parce que le mouvement de libération des femmes était en pointillé dans le printemps révolutionnaire de 68 qu'il prit, dès les années suivantes, comme une traînée de poudre » écrira G. Fraisse. « C'était la pièce manquante dans le puzzle de la subversion, c'était la conséquence nécessaire du croisement entre rêve de révolution et libération sexuelle ».¹

Certes, il existait dans les années 60 des groupes de femmes qui militaient pour l'égalité des droits, le planning familial travaillait pour généraliser la pratique des moyens contraceptifs, et des sociologues étudiaient la condition féminine, la division des rôles sociaux et l'inégalité qu'elle entraîne, la non maîtrise de la fécondité. Mais dans l'enthousiasme (la naïveté ?) du moment, tout cela paraissait très limité par rapport à l'espace infini de changements et ruptures qui s'ouvrait. Nous, les femmes, allions conquérir existence nouvelle et liberté.

Deux ruptures se sont alors opérées par rapport à ce cours tranquille du féminisme : il s'agissait de changer le monde et non plus de le comprendre, et c'était de bien autre chose que l'obtention de l'égalité des droits dont il était question. En effet d'emblée, le mouvement des femmes s'est vécu comme subversif ; l'enjeu était la révolution, et la place des femmes y était essentielle : en se libérant, les femmes libéreraient le monde. Comme le note G. Fraisse, « mai 68, ce ne fut pas pour les femmes, une histoire de pilule et d'avortement, (même si ce le fut aussi, je pense) mais beaucoup plus profondément ce fut la conquête d'un espace public, et en cela c'était profondément politique »².

¹ *Du consentement*, G. Fraisse, Seuil 2017 (1^{er} éd. 2007), p. 8.

² *Idem.* p 9.

Je voudrais tenter de restituer ici ce que fut le mouvement des femmes³ plutôt que le féminisme, c'est-à-dire la formidable utopie qui l'a animé, l'énergie de ce désir de changement, l'imagination et la gaieté qui ont accompagné ce moment. La revue *Partisans* titrait en 1970, « *Libération des femmes : année zéro* » (n° 54-55, juillet-octobre 1970), c'était donc une rupture radicale, le commencement du nouveau, le rêve en acte. Dans les années postérieures, fin 1970, 1980, le mouvement des femmes est devenu un féminisme plus institutionnalisé, perdant de son énergie première et de sa force d'inventivité, mais il a ressurgi sous différentes formes, complexifiées, à partir des années 1990.

Dans la foulée de 68, de petits groupes de femmes émergent, se rencontrent. La frange active du MLF vient pour une bonne part des groupes gauchistes et de la mouvance de la contestation étudiante dans le sillage de mai ; le creuset de VLR (Vive la révolution), qui regroupe ex-maoïstes, trotskystes et quelques militants du 22 mars, joue sa part autour du mot d'ordre rimbaldien « changer la vie ». C'est à partir de là qu'une dynamique se crée, dans une ambiance spontanéiste : les femmes prennent conscience qu'elles forment un groupe social, à part des hommes, défini par une mise à l'écart des affaires politiques sérieuses, et une commune exploitation domestique, au delà de leurs différences de classe ; le mouvement sera donc non mixte, puisque les opprimées seules peuvent analyser et théoriser leur oppression spécifique et choisir leurs moyens de lutte.

Il faut dire un mot de l'atmosphère joyeusement enfiévrée et désordonnée de ces premières AG de femmes : prises de parole libre, où l'on mêle souvenirs, expériences et analyses, invention d'actions symboliques (détournement du questionnaire des Etats généraux de Elle)⁴, sentiment que quelque chose d'entièrement nouveau émerge,

3 Le livre de F. Picq, *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*, éditions-dialogue .fr, 2011, reste une des meilleures sources d'information sur ce que fût l'aventure du MLF.

4 Exemple de questions détournées : « Estimez-vous que les femmes qui travaillent 70 h par semaine, gratuitement, et dépendent totalement de leur mari, ont le droit de travailler 110 h par semaine pour obtenir la même indépendance économique que leur mari obtient avec 40

qui étonne et entraîne chaque participante de cet « entre femmes », démocratie directe, invention d'une autre forme où se mêle personnel et politique. Il faut évoquer aussi la lecture enthousiaste de De Beauvoir, sur la production sociale et culturelle de l'infériorisation (non ce n'était pas naturel !), et le plaisir de transformer cette prise de conscience en histoire politique commune à construire, faire un nous et sortir du je. Il fallait sortir du paradoxe qui fait que l'égalité formelle des droits s'accompagnait de l'inégalité concrète dans tous les domaines. Et tout de suite, montrer les contradictions des militants hommes révolutionnaires, qui reproduisaient allègrement tous les comportements machistes : « Prolétaires de tous les pays, qui lavent vos chaussettes ? »

Mais au delà de ce rappel de la force subversive qu'a été le MLF à ses débuts et de la charge utopique dont il a été porteur, il faut restituer aussi les débats et questions (pour une part toujours d'actualité) qui ont traversé ce mouvement.

Autonomie et libre disposition de son corps

Les principaux thèmes de la lutte féministe apparaissent tous en même temps dans les années 1970-71. Mais à ce moment là, *les objets de lutte* sont inextricablement mêlés à *la façon de lutter*, et cette nouvelle façon de faire de la politique va s'illustrer dans ce numéro de *Partisans, Libération des femmes*, où les femmes signent par leur prénom, signifiant symboliquement par là leur refus de s'inscrire dans un monde masculin, qui efface les femmes sous le nom du père et du mari : femmes « prénommées », en écho aux Saint-simoniennes que nous découvrons en même temps⁵.

S'instaure ainsi la pratique des groupes de parole, à mille lieux des réunions politiques tournées vers l'analyse raisonnée de la situation. Par l'échange de nos expériences, nous découvrons que notre vécu d'infériorisation, qui se traduisait par un ressenti de culpabilité (« quelque part », nous n'étions pas assez intelligentes ou

h seulement ? »

⁵ Les femmes saint-simoniennes dans leur journal de 1834, « La Tribune des femmes », signaient leurs articles de leur prénom, marquant le refus de leur effacement par le nom de l'homme.

efficaces pour être les égales des hommes), n'était pas dû à des manquements individuels, mais était le fruit d'un système social oppressif, d'une société patriarcale qui nous assignait à ces places secondarisées (faire les sandwiches et tourner la ronéo pendant que les hommes parlaient, « pensaient », et faisaient la politique) et au ressenti d'une infériorisation coupable. Deux changements fondamentaux se sont alors opérés: la prise de conscience de la façon dont nous étions « agies de l'intérieur » par un système de domination patriarcale, et conséquemment la découverte d'une réalité collective de l'oppression. On mettait des mots sur des choses non dites ou parfois même non pensées avant, mais ressenties et subies ; il s'est opéré alors une sorte de révélation, d'emblée joyeuse, politique, certaine, un véritable décentrement par rapport au regard masculin qui inconsciemment structurait nos vies. Nous étions gouvernées sans le savoir vraiment, par le point de vue masculin, qui paraissait comme normal et unique. Comme l'avait théorisé S. de Beauvoir, les femmes ont été toujours considérées comme « l'autre » de l'homme, sans identité propre, être inessentiel, structurellement défini par sa dépendance. Or il se produisait là la découverte d'un autre regard, de notre regard, sur nous mêmes et sur le monde. Tout aussi valable. Constat donc que nous n'étions pas seules, mais que nous avons été isolées, et que pour en sortir, il fallait dire haut et fort que « le personnel est politique », et que nous étions un « nous », nous les femmes, et pas une addition de « je ».

On passe ainsi d'une prise de conscience, au refus d'un destin assigné. L'autonomie était en marche.

Le livre de J. Rancière, « La nuit des prolétaires »⁶, dans lequel il montrait comment l'émancipation des ouvriers dans les années 1830, passait par la capacité à « devenir autre », poète par exemple, tout autant que par les revendications concrètes où l'on s'enfermait dans un statut défini d'avance, résonne en écho avec ce qui s'est joué là.

Nous avons le sentiment d'inventer une forme politique nouvelle, profondément libertaire, qui passait par le refus de la

⁶ J. Rancière, *La nuit des prolétaires*, Fayard, 1981.

hiérarchie entre nous, l'ici et maintenant comme priorité : nulle attente d'un grand soir dans cette conception de l'émancipation. Ce qu'a apporté 68, c'est donc une coloration nouvelle, mieux, une nouvelle façon d'aborder la question de l'oppression des femmes, qui passe par la prise en compte des imaginaires, des représentations et de ce qui s'y joue comme dimension spécifique de la domination, invisible, et pas seulement par les revendications matérielles, tangibles. Si l'on résume, autonomie, unité dans la diversité, et plaisir comme voie révolutionnaire.

Toute cette aventure passe évidemment par la production de textes, *journaux*, *revues* plus ou moins éphémères : citons pour mémoire, *Le Torchon brûle* (n°1, mai 1971 au n° 6, 1974), qui est écrit par des collectifs différents qui se font et se défont, où les articles ne sont pas signés, et qui reflète la diversité du mouvement. Puis toute une floraison, surtout après 1975-76 *les Femmes s'entêtent*, *Histoire d'elles*, *Le temps des femmes*, *Les Cahiers du féminisme*, puis *Questions Féministes*, *Les cahiers du GRIF*, *Revue d'en face*, *Pénélope* etc...et les journaux de la tendance « psychanalyse et politique »⁷, *Le quotidien des femmes*, *Des femmes en mouvement*. Liste non exhaustive. On trouve écho de tout cela, dans l'ouvrage, *MLF, Texte premiers*⁸.

Et les thèmes de lutte qui fleurissent sont nombreux, ils renvoient à la double condition des femmes : « être humain » comme ... un autre (un homme sur deux est une femme, disions-nous), et aussi, spécifique. D'où la nécessité d'étendre la lutte contre les inégalités et discriminations « de base » (salaires, présence dans l'espace public au sens large, et en politique), à la division sexuelle du travail, au refus des rôles assignés dans l'espace domestique, mais aussi, chose essentielle, d'obtenir la libre disposition de son corps, conquête qui est condition de l'autonomie ; ce qui passait par la maîtrise de la fécondité, donc l'accessibilité de la contraception, la dépénalisation de l'avortement, mais aussi la reconnaissance de la

7 Voir en fin de texte .

8 <http://re-belles.overblog.com>. Notons qu'à la fin des années 1970, il y a eu l'éphémère parution d'un journal féministe libertaire, *Colères*.

spécificité du désir et de la jouissance féminine, et la possibilité de circuler normalement, sans harcèlement, dans l'espace public.

Toutes ces questions sont devenues autant de terrains de luttes et d'actions, certaines plus connues parce que plus médiatisées.

-La lutte pour la dépénalisation de *l'avortement*, 1971, avec le manifeste des « 343 salopes »⁹, et le retentissant procès de Bobigny¹⁰ ont eu un rôle inaugural, qui a abouti finalement à la légalisation de l'avortement, (loi du 29 novembre 1974). Luttés pour la généralisation et la gratuité de la *contraception* (« un enfant si je veux, quand je veux »), avec à la clé une « révolution sexuelle » : la fin de l'angoisse de la maternité pour les femmes, et une redéfinition d'une sexualité débarrassée de la procréation... ce qui va entraîner une mécompréhension dans les milieux « gauchistes » masculins à l'époque. Le n° 15 de *Tout*¹¹, titrait « votre libération sexuelle n'est pas la nôtre », et dénonçait la façon dont des hommes de ces groupes interprétaient notre libération : droit automatique de drague sur toutes ces femmes libérées.

Mais parallèlement il y a eu la création du MLAC¹², structure mixte dans son fonctionnement, qui regroupait aussi des hommes et femmes venus d'horizons divers, et où s'affrontaient parfois les femmes du MLF, les groupes de quartiers, et des militant(e)s d'organisations gauchistes ; ces expériences riches ouvraient un nouvel horizon par rapport à « l'entre soi » du mouvement.

-Lutte aussi contre la *prostitution*, mais dans le cadre d'une solidarité avec les travailleuses du sexe. Le 2 juin 75 une centaine de prostituées avaient occupé l'église St Nizier à Lyon, pour protester contre la répression accrue, (amendes, emprisonnement etc..) Elles soulignaient l'hypocrisie d'une législation qui autorise la prostitution mais interdit le racolage, et les livre à l'arbitraire policier, qui réprime

9 Manifeste, « Je me suis fait avorter » signé par 343 femmes et publié dans le *Nouvel observateur* du 5 avril 1971.

10 En octobre et novembre 1972 eut lieu à Bobigny le procès d'une jeune femme mineure qui avait avorté après un viol. La défense fut assurée par l'avocate Gisèle Halimi, eut un énorme retentissement et contribua à l'évolution vers la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse en France.

11 Journal de VLR, très ouvert aux luttes du MLF.

12 Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception.

les prostituées et non pas les clients ou les souteneurs. Elles affirmaient leur droit au respect. Ces actions, si elles n'ont pas produit de grands changements immédiats, ont eu le mérite de mettre cette question dans le débat public.

-Lutte contre les *violences faites aux femmes*, qui va se concrétiser par l'organisation d'une « Journée contre les violences faites aux femmes », les 14-15 mai 72 à la Mutualité, avec des débats, des films etc... Et de là, *lutte contre le viol*, qui va se révéler complexe, et poser de redoutables questions de stratégie, face à l'État et à la question de la répression.

L'affaire qui avait mis le feu aux poudres, était le viol de deux jeunes campeuses dans des calanques de Marseille en septembre 1975. Les affaires de viol sont considérées comme des crimes dans la loi, mais dans la pratique des tribunaux, elles sont requalifiées de coups et blessures, par difficulté à « établir les faits » : le tribunal veut évaluer la vérité de l'absence de consentement de la victime. C'était la victime qui, de fait, était suspectée. Il fallait donc faire du procès qui s'en est suivi, l'occasion de dénoncer une société qui engendre et tolère les violeurs, les aléas d'une justice faite par et pour les hommes, et la « double morale » qui enserrait les femmes. Cela donna lieu à une 2^e journée à la Mutualité, le 26 juin 1976: « 10h contre le viol »¹³ etc..., où est dénoncé la violence des sociétés patriarcales, dans lequel les hommes s'imaginent que le viol peut être consenti !

Mais cette lutte pour la criminalisation du viol a clivé les femmes sur l'appel à la répression, à l'enfermement, et a entraîné des débats houleux. La position était inconfortable pour un féminisme qui se voulait subversif. Mais ce qui était en jeu, c'était notre liberté d'aller et venir dans l'espace public ; or l'autonomie, l'élargissement des espaces et des temps ouverts aux femmes étaient une occasion de multiplication des risques. Dans les luttes précédentes, le combat pour l'autonomie était celui de la liberté des femmes contre l'État, qui criminalisait l'avortement par exemple, combat contre les rigidités

13 Les tracts disaient que le viol n'est pas un destin ; à droite, ils disent que le viol est le fait de psychopathes, voire d'immigrés, à gauche que c'est le fruit de la misère sexuelle ; or nous ne nous voulions plus nous laisser culpabiliser, il fallait dénoncer la complicité de la justice avec les violeurs, et refuser qu'une femme violée se transforme en accusée.

sociales aussi. Même si la lutte contre le viol était une exigence fondamentale de dignité, d'intégrité et de liberté, ce combat là a été analysé comme « appel à la répression ». Et la presse de gauche a fait montre à l'époque d'un anti féminisme extrême, renvoyant le féminisme à de la pruderie moralisante.

Mais ce combat a fait sortir de l'ombre une réalité occultée. Quand on voit aujourd'hui la réaction des grands media à l'affaire Weinstein et à ses conséquences, on mesure quand même le chemin parcouru. Personne (ou presque) n'ose critiquer ces prises de parole et ces dénonciations de femmes contre leurs violeurs.

Tous ces moments malgré tout donnaient raison à la « stratégie échevelée » du MLF. La radicalité, mais aussi la provocation, la dérision, donnaient des résultats tout à fait étonnants, là où les associations féministes réformistes piétinaient, et où les organisations révolutionnaires faisaient du sur-place.

Et la théorie ? Luttes de classe et de sexe, luttes partielles/révolution totale, féminisme/féminitude.

L'effervescence de ces années, ne se traduisait pas uniquement dans les domaines existentiels et militants, mais aussi dans le domaine théorique. Du reste, l'approche intellectuelle de l'articulation des questions de sexe et de classe n'était pas pensée à l'écart de l'enjeu révolutionnaire, ni de la radicalité d'un mouvement social. Ce qui rend compte, on va le voir, des liens entre approche théorique, et construction de « courants », conflits, et scissions au sein du MLF.

Le marxisme donnait théoriquement les bases pour une lutte des femmes, fondée sur leur exploitation économique dans la sphère domestique, mais le marxisme orthodoxe subsumait ces luttes de femmes à la lutte révolutionnaire prolétarienne. C'était une « contradiction secondaire », et l'ennemi principal restait le capitalisme plus que le patriarcat. Dans ce cadre, les luttes autonomes de femmes ont vite été taxées de « petites-bourgeoises ». Et les organisations du mouvement ouvrier ont longtemps négligé le

problème, même si cette double exploitation de la femme ouvrière était analysée.

La première question était donc de savoir s'il pouvait exister un « mouvement » de femmes, et donc de définir ce qu'était ce « nous les femmes » ; spontanément, ce mouvement avait émergé, mais il fallait aussi le penser. S. de Beauvoir disait que les femmes ne disent pas « nous », parce qu'elles n'ont pas les moyens concrets de se rassembler en une unité qui se poserait en s'opposant : pas d'histoire, de religion, d'intérêts de travail etc... communs. Par rapport à cela, plusieurs outils ont été mobilisés : *l'histoire*, la recherche de ce qu'avaient fait les femmes et les féministes, pour retrouver les luttes anciennes, leur rôle depuis 1789 jusqu'à la Commune et après, et l'inscription de nos luttes d'aujourd'hui dans une histoire entamée déjà par nos aînées. *L'anthropologie*, de tendance *marxisante* souvent ; beaucoup de femmes savaient ce que disait Engels : « Dans la famille, l'homme est le bourgeois, la femme joue le rôle du prolétariat ». La question des femmes pouvait alors être pensée par analogie avec les luttes populaires, en terme de mouvement social. Mais si le marxisme fournissait un cadre pour penser l'exploitation économique spécifique des femmes, le travail domestique, non reconnu et non rémunéré, la domination sur les femmes recouvrait bien d'autres domaines.

Et là, c'est à Lévy-Strauss et à la théorie de *l'universalité de l'échange des femmes* que nous avons recours, pour comprendre un autre aspect de ce statut des femmes, éternelles « Autres », et propriété des hommes ou des sociétés dans de multiples dimensions, symboliques, familiales, de filiation, ce qui excédait donc la simple exploitation du travail domestique. La domination sur les femmes, s'exerçait aussi à travers la marchandisation de leur corps par la publicité, mais aussi la non reconnaissance de la sexualité et de la jouissance féminine.

Il s'est donc opéré une remise en cause du marxisme en économie, mais aussi du *freudisme* en psychanalyse, avec la critique de la supposée « infantilité » de l'orgasme clitoridien¹⁴. Toutes ces

¹⁴ Dans ce contexte, l'hétérosexualité n'a plus été un absolu ni même la norme, mais une option ; point majeur de cette révolution sexuelle.

critiques donnaient une base « théorique » au mouvement et le légitimait dans sa spécificité.

Le patriarcat était compris comme pilier du capitalisme. Oui, mais en quel sens ? La lutte des femmes était-elle si évidemment anti-capitaliste, puisque l'oppression des femmes était millénaire, donc bien antérieure ? L'articulation de la question des classes et des sexes a donc traversé le mouvement, même si au plan de la lutte concrète, toutes les femmes participaient, sur la base de leur analyse spécifique. Mais la tension était claire entre celles qui donnaient priorité à l'anti-capitalisme et celles qui, hic et nunc, voulaient changer la vie des femmes concrètes, pensant par là même changer le monde.

Il existait ainsi un féminisme tendance « *lutte de classe* » (Cerce Elisabeth Dimitriev) qui, sans nier la question spécifique des femmes, inscrivait leurs luttes dans le combat des classes ; les femmes devaient donc se constituer en mouvement autonome, centré sur leurs oppressions spécifiques, mais elles rejoignaient le combat commun des prolétaires contre le capitalisme, la libération des femmes ne pouvant exister que dans la révolution socialiste.

Les féministes révolutionnaires, elles, se battaient prioritairement contre le patriarcat ; leur arme : humour corrosif, dérision, et provocation ; à titre d'exemple, ce slogan « Une femme a besoin d'un homme comme un poisson d'une bicyclette ». Beaucoup acceptaient l'analyse de Ch. Delphy, pour qui le patriarcat n'est pas un sous-produit du capitalisme mais un mode de production en lui-même, qui repose sur l'exploitation des femmes dans le travail domestique. L'autonomie politique des femmes y trouvait une justification théorique, mais son texte « l'ennemi principal » n'a jamais constitué un texte de référence consensuel. Les divergences entre Ch. Delphy, et d'autres féministes révolutionnaires se creuseront. Pour la première les femmes sont une classe, et l'analogie est poussée loin entre capitalisme et patriarcat, avec une analyse matérialiste économiste de l'exploitation des femmes. Pour les autres, plus centrées sur l'histoire, le schéma classiste ne pouvait

rendre compte de la multiplicité des formes de domination sur les femmes.

Il a existé aussi un féminisme homosexuel ; au départ homo et hétéro luttait ensemble contre le patriarcat. Puis les « *gouines rouges* », se sont radicalisées autour d'une lutte spécifique à mener au sein du MLF. La libération passait pour elles, par l'homosexualité. Pour M.Wittig, si la femme est défini par rapport à son dominant, l'homme, les femmes homosexuelles qui ont rompu le lien hétérosexuel sont l'avant garde et ...ne sont donc plus des femmes ! Ce qui posait évidemment des problèmes quant à la solidarité féminine et féministe.

Mais les différences d'approche de l'émancipation des femmes se sont aussi cristallisées autour de *deux conceptions* : l'historicité contre la féminité, le social, construit, contre une supposée « essence » des femmes.

-Les *féministes révolutionnaires* se situaient dans le sillage des féminismes historiques, et le mouvement des femmes, bien que spécifique, était pour elles une partie du mouvement social. Elles se situaient dans une filiation historique, celle des féministes du 19^e siècle, des saint-simoniennes aux grandes figures des années 1900, Nelly Roussel, Madeleine Pelletier, Madeleine Vernet, en passant par les féministes de 1848, par exemple Jeanne Deroin qui réclamait d'être candidate aux élections, les femmes ne pouvant être mieux représentées que par elles-mêmes.

-Les femmes de *psychanalyse et politique* qui recherchaient par la psychanalyse la spécificité des femmes, refoulée par la société mâle dominante ; l'ennemi était donc la masculinité. Le féminin existait « en soi », et il était nié, pensait ce courant, il fallait donc le faire advenir ; la quête d'une nouvelle identité féminine et donc le « différentialisme » étaient leur ligne politique. Leur pratique interne était, par ailleurs, non égalitaire mais, hiérarchique autour de la personnalité d'A.Fouque.

Si ces deux conceptions se retrouvaient pour dire que les rôles sociaux viennent du patriarcat, et qu'il faut refuser de s'identifier à un destin qui nous a été défini par les hommes, deux façons d'envisager

la libération s'opposait : recherche de cette « nature féminine », désir d'émergence de la féminité pour les unes, lutte contre le conditionnement socio-culturel des rôles pour les autres.

Toutes ces questions vont amener le mouvement à se cristalliser autour de différents pôles, pas au tout début, mais dès 1973, et en 1974 le mouvement éclate ; « psychanalyse et politique » est une tendance à part, et n'appartient pas au féminisme¹⁵.

Puis, avec le reflux général de l'élan révolutionnaire des années 1975-80, le féminisme, lui aussi, est traversé par le conflit entre réformisme et radicalité ; il perd en force subversive ce qu'il gagne en extension : ses idées se diffusent dans le monde syndical, puis après 1981 et l'arrivée de la gauche au pouvoir, le féminisme s'institutionnalise, avec le ministère des droits des femmes, l'inscription dans la législation de mesures en faveur de l'égalité réelle des sexes, l'instauration des études féministes à l'Université, et la multiplication des travaux historiques

Et aujourd'hui ?

Le MLF, au départ, ne voulait pas améliorer la condition féminine, mais l'abolir telle qu'elle était ; la libération des femmes exigeait une remise en question générale des rapports de pouvoir, et de la division sexuelle du monde... ce qui ne s'est pas produit. Mais la victoire du MLF¹⁶, c'est d'avoir imposé un nouveau regard sur la condition des femmes, les contraintes qui l'enserrent, l'étendue des inégalités, et d'avoir contribué à l'émergence d'une nouvelle identité féminine, plus autonome.

Dans nos sociétés aujourd'hui, les femmes sont plus libres d'aller et venir, moins dépendantes des hommes¹⁷, mais demeurent

15 Cette tendance déposera au Journal Officiel le sigle MLF en octobre 1979, s'appropriant ainsi ce qui avait toujours été un mouvement, libre, sans étiquettes.

16 Pour les analyses concernant l'évolution du mouvement des femmes, voir entre autres, *Réfractifs* n° 24, « Des féminismes, en veux-tu en voilà, » et n° 39 (à paraître décembre 2017, « Repenser les oppressions ? »)

17 Moindre dépendance économique, certes, mais au plan psychologique, la partie est loin d'être gagnée surtout en cette période de régression quant aux images masculines et féminines. Voir article d'Eva Illouz, « La révolution sexuelle est la plus réussie et la plus inachevée des révolutions », *Le Monde*, 25 Novembre 2017.

encore les inégalités salariales, l'inégale répartition des tâches domestiques, et il y a encore peu de femmes en politique. Si la maîtrise de la fécondité est quelque chose d'acquis (mais aussi de fragile), la « libre disposition de son corps », semble encore problématique, et le machisme est toujours très présent : trop d'hommes continuent à s'imaginer que les corps des femmes sont à leur disposition. Mais les prises de parole mondiale des femmes, consécutives à « l'affaire Weinstein », montrent que l'énergie est toujours vivace. Comme l'écrit F. Picq, la femme n'est plus l'avenir de l'homme, mais elle prend le sien en main.

M.Rouillé-Boireau

13 décembre 2017.